

PSÉPA POSSIBLE QU'ÇA SAUTE!

Journal d'information pour les groupes de base du réseau MÉPACQ. février 1994

Où s'en va l'éducation populaire?

L'autre éducation
Pour le peuple

**LES
ORGANISMES
SE MOBILISENT**

Manif à Saint-Basile

Cet automne, on s'est battu contre le MÉQ
Évolution du dossier PSÉPA/PSAPA
Cet hiver, pourquoi faut-il se battre pour rester au MÉQ
Plan d'action: Hiver 1994

Les changements s'amorcent à l'Éducation

**Les OVEP craignent de
passer dans le hachoir
gouvernemental**

*La volte-face de la
ministre Robillard*

**Groupes d'éducation
populaire inquiets**

Évolution du dossier

05-93: Robillard rencontre les représentant-e-s nationaux. Questionnement: les groupes d'ÉPA sont-ils réellement des groupes d'éducation? Ne sont-ils pas davantage des groupes d'action communautaire? Si groupes d'action communautaire, pourquoi le MÉQ les finance? Annonce: Étude inter-ministérielle financement des groupes d'ÉPA. Confirmation mandat Comité de liaison (fonctionnaires du MÉQ et représentant-e-s des groupes) Étudier politique en ÉPA en plus de gestion du programme.

été 93: Attachée politique de Robillard rencontre les groupés. Dit que les travaux d'étude du financement avancent bien et que l'on devrait voir la mise en application des résultats d'ici 2 ans.

09- 93: Comité de liaison: Annonce hypothèse de travail du MÉQ qui implique transfert des groupes d'ÉPA vers d'autres ministères [selon champ d'intervention]. Transfert envisagé dès 1994-95.

10-93: Rencontre Comité de liaison annulée par MÉQ. Sujet prévu: hypothèse de transfert.

11-93: 2e rencontre Comité de liaison. Fonctionnaires confirment: hypothèse de transfert est bien vivante sans en dire plus. Malgré les questionnements répétés des représentant-e-s de l'ÉPA.

11-93: Attachée politique de Robillard dit aux groupes de la région de Québec (rencontre projet transfert) «Si j'étais à votre place, je serais inquiète moi aussi». Promet un dénouement «très bientôt» au dossier.

16-12: Confirmation par un sous-ministre (MSSS) début des pourparlers avec le MEQ et résistance au sein du MSSS par les fonctionnaires face aux délais proposés

17-12: Rencontre Comité de liaison -rien;de neuf. Fonctionnaires ne veulent pas fixer une autre date de réunion, mais on les force à le faire

11-01-94: Remaniement ministériel. Passage de Robillard au MSSS arrivée de Chagnon au MÉQ.

21-01-94: Annulation unilatérale par le MEQ du Comité de Liaison

Pourquoi faut-il se battre pour que le dossier PSÉPA reste au MÉQ?

Les intentions de l'ex-ministre de l'Éducation, Lucienne Robillard de transférer le dossier de l'éducation populaire autonome (ÉPA) du Ministère de l'éducation vers d'autres ministères soulèvent de nombreuses questions dans le réseau MÉPACQ. Quelques-unes de ces questions sont plutôt de l'ordre de l'inquiétude et demeureront tant que le Ministère ne déposera pas de projet concret.

Par contre, d'autres méritent d'être mises sur la table et débattues tout de suite. Doit-on se battre pour rester au MÉQ? Est-il vraiment à l'avantage des groupes de n'avoir qu'une source gouvernementale de subvention? Un projet de transfert, est-il dans l'intérêt du gouvernement ou du mouvement communautaire?

L'objectif de l'article qui suit est d'alimenter la réflexion au sein du réseau. Si ce n'est pas complet, à vous de le compléter!

Premier enjeu

L'avenir des subventions pour les activités d'éducation populaire autonome

A première vue, que l'argent PSÉPA vienne du MEQ, du MSSS ou de n'importe quel autre ministère ne change pas grand chose, d'autant plus que pour plusieurs groupes il s'agit d'un petit montant.

Sauf que, dans le cas d'un transfert, le maintien de l'enveloppe PSÉPA n'est pas assurée pour plus d'un an. Une fois transférés, les argents - autrefois accordés pour faire de l'éducation populaire - tombent sous la responsabilité du ou des autres ministères.

Soyons très clair: **un transfert à court terme = une coupure à moyen terme.** A partir du moment où on annonce un transfert du PSÉPA du MÉQ à d'autres ministères, on sonne le glas au financement des activités d'éducation populaire des groupes. De plus, nous savons que le gouvernement cherche à couper partout: un moment de transfert ne pourrait-il pas être un moment opportun pour couper?

La meilleure façon de soutenir et de développer l'éducation populaire, c'est de garder le dossier au MEQ. La mission première du MÉQ est de promouvoir l'éducation dans toutes ces formes: ce n'est la mission première d'aucun autre ministère

Deuxième enjeu

L'affaiblissement ou la disparition d'environ 800 organismes au Québec

La disparition du PSÉPA affaiblirait d'une manière ou d'une autre environ 800 organismes au Québec. Sur l'échelle Richter des coupures, certains groupes seront très secoués, d'autres un peu ébranlés. Dans tous les cas, les activités d'éducation populaire qui ont lieu depuis des années seront remises en question par manque de financement.

D'autre part, advenant un transfert du PSÉPA vers d'autres ministères, mais surtout vers le MSSS, qu'arrivera-il aux groupes dont la mission ne relève aucunement du champ prioritaire du MSSS (**regroupements des locataires, des personnes assistées sociales, médias communautaires, groupes de solidarité internationale, etc**) ou dont le champ d'intervention ne relève même pas de la province (**regroupements des chômeurs-euses**) Dans le réseau MÉPACQ, ce sont les groupes qui reçoivent, soit tout, soit la majorité de leur budget du PSÉPA

De plus, l'État ne financera pas 2 réseaux parallèles dans le communautaire (le MÉPACQ et le Réseau naissant du MSSS) -surtout si les deux se trouvent à l'intérieur du même ministère. Alors, c'est l'avenir de votre Table Régionale qui est enjeu.

Enfin, qu'arrivera-t-il à des groupes d'alphabétisation populaire laissés seuls au MÉQ? Se retrouveront-ils seuls avec les commissions scolaires? Comment - dans ce contexte d'isolement - pourra-t-on sauvegarder la dimension d'éducation populaire de l'alpha.

Troisième enjeu

Y-a-t'il anguille sous roche dans les politiques communautaires du gouvernement libéral?

Le gouvernement libéral a une vision de la place et du rôle des groupes communautaires dans la société. Nous sommes

là pour fournir efficacement des services à bon marché. Pour coordonner ce travail, il semble de plus en plus clair que **le MSSS, avec ses priorités, structures, et orientations est en train de devenir le ministère des groupes communautaires**. Ceci se fait tranquillement, sans discussion, sans négociations, sans consultations.

Avec cet agenda, et le discours fiscal actuel, on peut se demander si le gouvernement n'est pas également en train de définir **ce que le communautaire ne devrait pas faire comme travail**. Dans cette conjoncture, le PSÉPA représente-t-il une source de financement correspondant exactement au type d'activités que le gouvernement ne veut plus subventionner: des activités politiques et collectives, de contestation et de mobilisation, un travail de formation à la citoyenneté active, et surtout des activités difficilement contrôlables. Retrouve-t-on ici la véritable raison pourquoi le gouvernement veut se débarrasser du dossier de l'ÉPA?

Dans le contexte actuel de régionalisation du réseau MSSS, **le gouvernement finira par instaurer un mouvement communautaire, axé sur «le client», qui sera davantage fragmenté et divisé sur le plan politique**. L'avenir des outils d'avancement collectif que nous nous sommes donné depuis les 20 dernières années (des réseaux nationaux, des regroupements sectoriels, des médias alternatifs) est en jeu.

Quatrième enjeu

La place de l'éducation dans la société moderne

Le transfert du dossier de l'ÉPA en dehors du MÉQ renforcerait la philosophie dominante actuelle du ministère. Celle-ci réduit l'éducation à la **scolarisation** surtout **des jeunes**, avec pour objectif la «diplômation».

Réduire ainsi l'éducation est un affront pour les groupes d'éducation populaire autonome car c'est refuser de reconnaître la réalité de l'éducation populaire autonome et le travail éducatif fait par les groupes d'ÉPA.

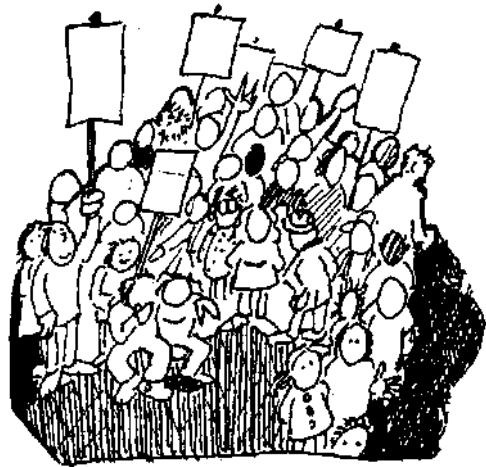
Pire encore, c'est voir le **modèle d'éducation scolarisante comme le seul modèle d'éducation valant un soutien de la part de l'état.**

Affaiblir le programme PSEPA ne sera qu'un autre signe de l'établissement d'une société à deux étages. Comme le soulignait les centrales syndicales (CEQ, CSN, FTQ et UPA) dans un mémoire sur le financement de l'éducation syndicale autonome en 1978 la formation patronale, elle, est largement financée:

«Au niveau universitaire, en éducation des adultes, 90% des activités sont de type professionnel. Ils'agit en bonne partie de perfectionnement des cadres. Aux autres niveaux de l'éducation, il s'agit surtout de préparer de façon étroite et technique, des travailleurs à

occuper des postes de travail au service de l'entreprise. Par ailleurs, l'Etat québécois subventionne des organismes non-scolaires de formation des cadres et des organismes patronaux aux fins de formation. Des subventions sont accordées aux entreprises pour la formation en industrie sous contrôle patronal et des déductions d'impôts sont accordées aux fins de formation, là aussi sous contrôle direct et exclusif du patronat. Bref, l'État pourvoit largement aux besoins patronaux également bien desservis par les institutions publiques d'éducation.»

Comment se fait-il que les coupures dans l'éducation rendent toujours moins accessible la formation de base aux gens des classes populaires et ouvrières?



Nous devons nous battre pour rester au MEQ

- pour sauver le financement des activités d'ÉPA
- en solidarité avec les groupes menacés par tout projet de transfert, mais aussi afin de maintenir et développer un mouvement communautaire large, multisectoriel et conscientisé.
- parce que l'éducation permanente des adultes, dans un contexte non-institutionnel et soutenu par l'État est un droit que nous avons gagné par nos luttes.

Nous voulons rester au MÉQ; nous exigeons une reconnaissance politique de l'importance et de la légitimité de l'éducation populaire autonome; et nous réclamons un soutien financier adéquat qui nous permettra de bien faire notre travail de rendre les gens, souvent les plus démunis de notre société, aptes à exercer leurs droits et devoirs de citoyen et citoyenne et par conséquent de plus en plus parties-prenantes dans les grands débats sociaux.

REVENDEICATIONS GLOBALES POUR LA CAMPAGNE:

Nous exigeons la reconduction intégrale du PSÉPA/PSAPA en 1994-95, et ce en tenant compte des revendications contenues dans notre mémoire, Pour une reconnaissance et un financement accru, déposé l'an dernier à la Ministre de l'Éducation. [Augmentation immédiat du financement, 1,5% du budget du MÉQ à moyen terme, adoption d'une politique en ÉPA]

Nous sommes contre tout projet de transfert du dossier et des groupes d'éducation populaire autonome hors du MÉQ

Volet	Action	Objectif	Date et Qui
Rencontre avec Chagnon	° Envoi de la lettre type (appui à la demande de rencontrer Chagnon) dans les groupes de base du réseau MÉPACQ. * Action surprise nationale (Montréal) si Chagnon ne répond pas avant le 14/02	Que Chagnon donne suite à notre demande Qu'il confirme la reconduction intégrale du progr. en 94-95 Donner suite à l'ultimatum lancé au Ministre de nous donner signe de vie avant 14/02	4 au 14/02 ou jusqu'à ce Je ministre nous donne une réponse Tables Rég. MÉPACQ
Mobilisation Visibilité	* Des visites de pression aux députés libéraux * Autres actions plus poussées que les Tables veulent entreprendre pour atteindre l'objectif de ce volet	Forcer Chagnon soit à nous rencontrer, soit d'annoncer une reconduction du programme	Début: 28/02 Des actions en rotation par région Tables Rég.



Volet	Action	Objectif	Date et Qui
Volet Péquiste	° Rencontre avec Parizeau ° Rencontre avec les nouveaux candidat-e-s péquistes ° Questions en chambre au nouveau ministre	Que le chef se prononce sur la situation actuelle du dossier d'épa et que les candidat-e-s soient sensibilisé-e-s au dossier de l'épa et du programme péquiste à cet égard	Avant fin mars National et Tables Rég.
Appuis	° Contact auprès des appuis significatifs (quelques uns, pas tous) rejoints l'an passé pour les mettre au courant des menaces actuelles	Que l'on sensibilise quelques appuis significatifs par région au projet de transfert et aux enjeux que ça posent pour nos groupes	Février-mars Tables Rég. et National
MSSS	° L'obtention de l'appui à nos revendication par les Tables Rég. MSSS	Sensibiliser les Tables du réseau MSSS sur la réalité et importance de l'ÉPA Bâtir un soutien rég. dans le réseau MSSS pour que le dossier ÉPA reste au MEQ	Février-mars Tables Rég. et National
Recherche	° Que l'on cible les groupes de base qui risquent de disparaître si jamais le PSÉPA est transféré au MSSS	Donner un visage concret aux implications d'un transfert du genre, dans notre région, tel groupe pourrait disparaître parce que 75% de son budget provient du PSÉPA	Au plus vite Tables Rég. Table des fédés